Réunion du groupe de travail « gouvernements locaux et coopération au Proche-Orient » 9/12

Introduction :

- **Le pourquoi de ce nouvel espace à CGLU**, au sein de la commission Diplomatie des villes et Coopération Décentralisée.

Général

Ce groupe naît du besoin de créer un espace au sein de CGLU entièrement dédié à la question du Proche-Orient depuis 60 ans. Le conflit israélo-palestinien a par sa nature des conséquences et des répercussions dans toute la Région. Les équilibres géostratégiques mondiaux sont affectés par ce qui se passe au Proche-Orient.

Depuis le début la communauté internationale joue un rôle la recherche d'une solution à ce conflit - une solution durable, fondée sur la justice et le droit international. Il apparaît clairement que les efforts des Etats et des instances multilatérales n'ont pas reglé le conflit. **Les gouvernements locaux ont leur part à prendre dans ce défi**. En tant que représentants directs des citoyens, ils doivent s'engager à combattre la guerre, la violence, mais également encourager l'établissement d'une paix juste et durable au Proche et Moyen-Orient. Les gouvernements locaux peuvent faire évoluer les choses en organisant des rencontres, en instaurant un dialogue et en promouvant des projets et programmes de coopération décentralisée. Les collectivités territoriales peuvent aussi faire pression sur la Communauté Internationale et sur leurs Etats respectifs. Pour réaliser y arriver, elles doivent d'abord coopérer et accroître la mobilisation des citoyens en faveur d'une paix juste, fondée sur deux principes : la reconnaissance de deux Etats, viables, pour deux peuples et le respect des droits

fondamentaux - pour ces deux peuples - à la dignité, à l'égalité et à la sécurité.

Les collectivités territoriales doivent développer des programmes de coopération décentralisée en Israël et en Palestine, ainsi que dans les autres Pays du Moyen-Orient, et contribuer ainsi à relancer le dialogue entre les autorités locales en soutenant toutes les initiatives de paix entre les peuples.

Plusieurs initiatives, actions et coopérations existent entre les pouvoirs locaux mondiaux, leurs associations nationales, et les collectivités territoriales en Palestine et en Israël. Le groupe de travail « gouvernements locaux et coopération au Proche-Orient » de CGLU veut créer un espace où les différentes initiatives existantes peuvent êtres présentées, débattues. Des synergies entre les différentes acteurs peuvent être recherchées.

De plus ce groupe présidé un élus peur porter auprès des différentes instances la voix des collectivités territoriales du Proche-Orient et du monde.

Les objectifs spécifiques

- **Favoriser la concertation** entre tous ses membres, les échanges, et le partage de stratégies et d'opportunités ; le groupe sera **un facilitateur du dialogue entre les multiples acteurs** ;
- **Renforcer et étendre l'engagement des collectivités territoriales** membres de CGLU et des communautés en débattant sur des idées, en faisant état de la situation sur le terrain, des propositions et des projets concrets ;
- **Encourager la coopération décentralisée** avec les collectivités locales palestiniennes pour faire face à l'urgence sociale, humanitaire et politique de celles-ci; augmenter les partenariats de ville à ville envers les collectivités israéliennes ; soutenir les efforts pour des coopérations triangulaires ;

9 décembre 2011, Florence, Conseil Mondial de CGLU.

- **Lieu de capitalisation des expériences** et des pratiques de coopération décentralisée, ainsi lieu de partage d'initiatives, le Groupe de travail proposera aux collectivités des moyens, allant de l'accès à une base de données internationale sur les acteurs et les partenariats de la coopération au Proche-Orient. (Création d'une base des données).
- **Valoriser le savoir-faire et l'expertise des collectivités territoriales**. Le dialogue entre collectivités permet d'identifier des synergies et des similitudes, et d'appliquer des politiques territoriales favorisant le rôle des gouvernements locaux et l'implication des populations locales dans la promotion des projets ayant pour vocation la promotion du dialogue et/ou du développement ;
- **Proposer un cadre d'échange politique** entre les élus locaux permettant de renforcer les partenariats et favoriser un lobbying politique à faveur de la paix et du dialogue **dans toute la Région** ;
- **Maintenir un dialogue permanent** avec les associations nationales de pouvoirs locaux ;
- **Ouvrir le dialogue avec les organisations internationales**: agences de coopération, agences des Nations Unies... Il tiendra à cet effet un agenda des relations et rencontres institutionnelles des partenaires multilatéraux et bilatéraux liés à la coopération en direction de cette Région du monde ;
- **Apporter son soutien aux initiatives**, présentes et à venir, de rapprochement avec les institutions de l'Union Européenne (Parlement, Commission, Comité des Régions) ;
- **Être un relais** des appels à projets européens tout comme des appels d'offre des agences multilatérales pour la mise en œuvre de coopérations innovantes ;
- **Apporter un appui méthodologique** à la conception des projets (objectif à réaliser à terme). Outil de veille et d'analyse des projets et de leur évolution, le Groupe de travail mettra ses connaissances et informations au service des collectivités souhaitant développer des projets en direction des collectivités territoriales du Proche-Orient ;

  - **Le fonctionnement du groupe** : le rôle du secrétariat de Cités Unies France- la présidence du groupe (président et 2 vice-présidents à confirmer et à débattre…).

Le Secrétariat. Cités Unies France se propose d'assumer le secrétariat du groupe. Cités Unies France compte dans son Réseau plus de 150 collectivités territoriales françaises engagées dans des projets de coopération décentralisée en direction de la Palestine et d'Israël. Il est en capacité d'offrir l'accompagnement des activités du groupe et lui fournir les outils nécessaires à ses travaux.

Le bureau.
Le bureau est composé d'1 président et de 3 vice-présidents.
Suite au débat et aux différentes candidatures, le bureau est ainsi représenté par :
Président : Marco Vinicio Guasticchi, Presidente del Coordinamento Nazionale degli Enti Locali per la pace e i diritti umani, Presidente della Provincia di Perugia

Vice-président : Fernando Rodriguez Villalobos, président de la députacion de Sevilla et Pere Trias i Roca, Alcalde de Vilajuïga y Secretario del Fons Català de Cooperació al Desenvolupament (cette vice-présidence est partagée)
Vice-président : Turquie (union des villes turques)
Vice-président : Pays-bas

Point sur l'actualité :
Intervention d'Olivier ROY. Professeur et analyste. Depuis septembre 2009, il est professeur à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie), où il dirige le Programme méditerranéen.

Le printemps arabe a marqué un changement profond sur la scène politique internationale. Plus particulièrement les évolutions en cours aujourd'hui en Syrie, Jordanie et Liban risquent d'affecter les équilibres géostratégiques sans pour autant savoir avec certitude vers où on va. Il semble évident que nous sommes face à un besoin de changement radical de « culture politique ». Cette rupture en cours dans les pays de la Méditerranée touche également, dans une certaine mesure, l'Etat d'Israël, frappé, depuis des mois, par une forte contestation populaire.

Témoignages / Interventions

Fathallah OUALALOU, maire de Rabat. Nous nous félicitons de la création de ce groupe et nous souhaiterions que la réflexion que nous mènerons ici puisse s'ouvrir à la Méditerranée. Des nouvelles synergies et dynamiques sont à bâtir entre les pays et les collectivités territoriales de l'Europe et de la Méditerranée. Particulièrement dans le contexte de crise qui touche aujourd'huil'Europe. L'Europe rentre désormais dans une phase où elle sera obligée d'ouvrir davantage ses bras à la Méditerranée. La ville de Rabat de son côté est prête à jouer son rôle et à contribuer à la promotion de la paix dans la Région.

Ralph Pans, VNG (Pays-Bas). L'expérience de VNG à travers l'initiative de MAP (Municipal Alliance for peace) mérite d'être partagée. Nous avons la nécessité de travailler pour l'efficacité car la valeur ajoutée de ce nouveau groupe passe forcément par un travail de mise en commun des initiatives ainsi que par le partage des expériences.

Flavio Lotti, directeur de la coordination nationale des Enti Locali per la pace e i diritti umani. Nous nous félicitons de la création de ce groupe dont le besoin était fort. Nous remercions Cités Unies France pour cette initiative. J'attire l'attention sur le nouveau risque auquel cette Région du monde fait face en ce moment. La prolifération nucléaire et le risque d'une nouvelle guerre sont désormais une réalité.

9 décembre 2011, Florence, Conseil Mondial de CGLU.

L'effort commun des collectivités territoriales doit être renforcé. Le Réseau européen des collectivités territoriales pour la paix au Proche-Orient, composé des Réseaux et des collectivités territoriale espagnoles, françaises et italiennes apportera sa contribution aux travaux de ce groupe.
Central dans le groupe sera le discours et l'ouverture aux collectivités territoriales d'autres Pays extra-européens, en Amérique Latine, en Asie et au Moyen-Orient.

Jean-Louis Testud, maire adjoint de Suresnes. Lors des récentes Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes, organisées par Cités Unies France à Haïfa, en partenariat avec ULAI (l'association des villes israéliennes) le président de l'association, Shlomo BUCHBUT, Maire de Ma'alot-Tarshiha, a clairement réaffirmé la volonté des élus israéliens de construire des ponts et un dialogue constructif avec les collectivités territoriales arabes d'Israël et également avec les collectivités palestiniennes des Territoires occupés. Nous devons nous saisir de cette occasion pour essayer de faciliter cette rencontre nécessaire.

Paolo Morello, CICU. Les liens possibles entre ce nouveau groupe et les différents groupes thématiques déjà existants sont clairs et il faudra les encourager. Le CICU souhaite s'investir davantage dans les travaux du groupe.

Bülent Tanik, maire de Cankaya-Ankara, Union des municipalités turques. Les collectivités territoriales de Turquie sont prêtes à assumer leur responsabilité et à s'investir activement dans les travaux de ce groupe.

Antonio Zurita, directeur général du FAMSI. Le FAMSI ainsi que le Fonds Catalan est membre actif de la confédération espagnole des fonds. Nous souhaitons mettre à disposition de ce groupe notre pleine participation.

Ghassan Samman, OVA. Il s'interroge sur l'absence des palestiniens et des Israéliens.
Réponse de Bertrand Gallet (directeur général de Cités Unies France). La présence et la parole des Israéliens et des Palestiniens à l'intérieur de ce groupe est bien évidemment fondamentale. Nous ne pouvons pas lier les prochaines réunions de ce groupe à la présence-absence de nos partenaires locaux. Malgré cela il faudra s'assurer le plus possible de leur présence.

Résumé des points importants évoqués :

- Le groupe est un lieu d'échange d'expérience, de discussion, de partage ;
- Le groupe peut être le relais des initiatives des collectivités territoriales membres de CGLU et engagées au Proche-Orient auprès des Etats et des Agences des Nations Unies ;
- Le groupe peut être le relais des initiatives des collectivités territoriales membres de CGLU et engagées au Proche-Orient auprès des différents bailleurs pour qu'ils soutiennent les efforts des collectivités locales ;
- Étendre la réflexion qui sera menée à l'intérieur de ce groupe aussi à la Méditerranée et au Moyen-Orient ;
- S'ouvrir aux collectivités territoriales d'autres Pays extra-européens, en Amérique, au Canada, en Amérique Latine, en Asie et au Moyen-Orient, potentiellement intéressés à développer des projets dans la Région ;
- Le groupe se charge de tenir à jour un Agenda mondial des initiatives en direction du Proche-Orient ;
- Validation et confirmation du bureau du groupe (1 président et 3 vice-présidents) ;

Agenda de la coopération

- 22-24 janvier 2012 : III Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne. Une invitation officielle est adressée aux collectivités territoriales du groupe.
- La ville d'Istanbul réfléchit à l'organisation en 2012 d'une conférence des maires pour la paix, à la suite du colloque organisé par la ville de Cologne, fin novembre 2011.
- Organisation d'une conférence sur l'engagement des collectivités européennes au Proche-Orient Dunkerque + 10 prévue en 2012 (invitation adressée aux collectivités territoriales du groupe).
- Rencontre du réseau Euro-Gaza (date à confirmer)

Agenda et activités du groupe

Ce groupe de travail a pour ambition de se réunir régulièrement (lors des réunions organisées par CGLU) et à la demande de ses membres. Le groupe de travail sur le Proche-Orient de CGLU devient l'espace privilégié ou les différentes initiatives des collectivités territoriales et leurs associations en direction du Proche-Orient seront discutées.

Agenda du groupe:

- Invitation de la Commission Méditerranée de CGLU adressé au groupe pour organiser une réunion/ débat lors du III Forum de la Méditerranéen en 2012 (en Tuquie) ;
- Réunion du groupe lors du Bureau exécutif de CGLU en marge du sommet Rio+20 (juin 2012)

Activités du groupe

- Lancement de la campagne d'adhésion au groupe auprès des collectivités territoriales membres de CGLU ;
- Réflexion et lancement d'une campagne pour la constitution d'une base des données des projets de coopérations menées par les collectivités territoriales et leurs associations en direction du Proche-Orient ;
- Réflexion autour de la création d'un blog/site Internet pour le groupe